

Art. 2. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt uitgereikt op het einde van de afdeling « bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften » (code 982225S36D2), is het “Getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften”.

Art. 3. De geleidelijke omvorming van de betrokken bestaande structuren begint uiterlijk op 1 januari 2017.

De afdeling bedoeld in dit besluit vervangt de afdeling van « Bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften » (code 982225S36D1).

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Brussel, 16 juli 2015.

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen,
Isabelle SIMONIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203805]

16 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrat d’alternance

Le Gouvernement wallon,

Vu l’accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, approuvé par le décret du 15 janvier 2009, les articles 1^{er}, § 5, 5, alinéa 6, et 17, alinéa 2, insérés ou modifiés par l’avenant du 27 mars 2014, approuvé par le décret du 28 avril 2014;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d’agrément des contrats d’apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les articles 1^{er}, alinéa 2, 2^o, et 3;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d’agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les articles 1^{er}, alinéa 2, 2, alinéa 1^{er}, 3, alinéa 1^{er}, 5, 8, 9, 11;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour les professions de détaillant et de négociant dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour la profession d’installateur en chauffage central dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour la profession de garagiste-réparateur dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour la profession de mécanicien de tracteurs et de machines agricoles et horticoles dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour la profession d’installateur électricien dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour la profession d’opticien dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d’agrément des contrats d’apprentissage pour la profession de technicien en prothèses dentaires dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le rapport établi conformément à l’article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis du Comité de gestion de l’Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises - IFAPME -, donné le 4 juin 2015;

Vu l’avis A.1220 du Conseil économique et social de Wallonie remis le 1^{er} juin;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 8 mai 2015;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 13 mai 2015;

Vu l’urgence, motivée par les considérations suivantes :

Considérant que les articles de l’avenant du 27 mars 2014 relatifs au contrat de formation en alternance entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2015, il est dès lors essentiel que les arrêtés au contenu identique adoptés de façon concomitante par les Gouvernements et Collège, relatif au contrat d’alternance sortent leurs effets le plus rapidement possible;

Considérant en outre que le présent arrêté doit être adopté dans les plus brefs délais afin que l’accord de coopération-cadre puisse sortir ses effets;

Considérant que le contrat d’alternance est un des instruments essentiels de la mise en œuvre de la réforme de l’alternance envisagée par les exécutifs des parties à l’accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008;

Considérant qu’il convient, avant le 1^{er} septembre 2015, de garantir tant la sécurité juridique que la parfaite information des apprenants en alternance, des opérateurs et des entreprises sur les droits et obligations de chacun prévues dans le contrat d’alternance et le plan de formation qui y sera annexé;

Vu l'avis 57.730/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 juin 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Considérant la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

Considérant la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail;

Considérant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

Considérant la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Considérant l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage;

Considérant les lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci;

Considérant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Considérant les recommandations contenues dans l'avis n° 1770 du Conseil national du Travail du 2 mai 2011 portant mesures favorisant l'insertion sur le marché du travail des jeunes récemment sortis de l'école;

Considérant que les Centres d'Education et de Formation en Alternance (CEFA), l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises (IFAPME) et le Service Formation des petites et moyennes Entreprises (SFPME) doivent être informés sans délai du modèle de contrat de formation en alternance, dans la perspective de la rentrée académique 2015-2016;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127.

Art. 2. Le modèle du contrat d'alternance visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7^o, de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, modifié par l'avenant du 27 mars 2014, est défini dans le document figurant à l'annexe, en application de l'article 1^{er}, § 5, du même accord de coopération.

Il définit les droits et devoirs minima des parties.

Art. 3. § 1^{er}. Conformément à l'article 1^{er}, § 4^{ter}, alinéa 3, de l'accord de coopération-cadre mentionné à l'article 2, le contrat d'alternance est constaté par écrit au plus tard au moment où l'apprenant en alternance commence sa formation dans l'entreprise, sans préjudice de la conclusion d'un contrat de travail à temps partiel ou de dispositions sectorielles plus favorables à l'apprenant.

§ 2. Le contrat d'alternance est conclu conformément aux dispositions du présent arrêté et ne contient aucune clause de nature à restreindre les droits des apprenants en alternance.

§ 3. Conformément à l'article 1^{er}, § 4^{ter}, alinéa 2, première phrase, de l'accord de coopération-cadre mentionné à l'article 2, la durée du contrat d'alternance est fixée en adéquation avec le plan de formation.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7^{bis}, de l'accord de coopération-cadre mentionné à l'article 2, un plan de formation respectant le modèle figurant à l'annexe fait partie intégrante du contrat d'alternance figurant à l'annexe.

§ 2. Une évaluation formative ou certificative des compétences de l'apprenant est prévue, selon les modalités définies par l'opérateur de formation, au moins une fois par trimestre.

§ 3. La mise en œuvre du plan de formation en entreprise est évaluée conjointement par l'opérateur de formation et l'entreprise au moins une fois par semestre.

Art. 5. § 1^{er}. La période d'essai, pour tout nouveau contrat d'alternance, est d'un mois.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas de conclusion d'un nouveau contrat d'alternance entre les mêmes parties et pour le même métier, aucune nouvelle période d'essai n'est autorisée.

Art. 6. Conformément à l'article 1^{er}, § 4, alinéa 4, première et seconde phrases de l'accord de coopération-cadre mentionné à l'article 2, tout apprenant en alternance débute son parcours d'alternance au niveau A. Conformément à l'article 1^{er}, § 4, alinéa 4, première et seconde phrases de l'accord de coopération-cadre mentionné à l'article 2, l'évolution vers les niveaux B et C peut faire l'objet d'une évaluation à tout moment de l'année, en ce compris durant la période d'essai, après évaluation ou sur la base de la valorisation des acquis antérieurs objectifs.

Art. 7. § 1^{er}. Toute modification apportée au contrat conclu doit faire l'objet d'un accord entre les parties, acté dans un nouveau contrat d'alternance.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un avenant est apporté au contrat d'alternance en cas de changement de tuteur ou d'unité d'établissement où la formation est dispensée.

Art. 8. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, les changements de référent et d'horaires de cours sont formellement communiqués par l'opérateur de formation à l'entreprise, à l'apprenant en alternance et, le cas échéant, au représentant légal de l'apprenant, pour être annexés au contrat.

Art. 9. Conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 22 de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008, l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises reste d'application uniquement pour les contrats d'apprentissage des classes moyennes conclus avant le 1^{er} septembre 2015 qui continuent de sortir leurs effets jusqu'à leur terme.

Art. 10. A l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « au contrat d'apprentissage et » sont supprimés;

2^o les mots « des articles 3 et 4 » sont remplacés par « de l'article 4 ».

Art. 11. A l'article 2, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « du contrat d'apprentissage ou » sont supprimés.

Art. 12. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est supprimé.

Art. 13. A l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « des apprentis ou » sont supprimés.

Art. 14. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « en apprentissage ou » sont supprimés

Art. 15. A l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « d'un apprentissage ou » sont supprimés;

2° au 2°, les mots « de l'apprenti ou » sont supprimés;

3° au 3°, les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et » sont supprimés ;

Art. 16. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « d'apprentis ou » sont supprimés.

Art. 17. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est supprimé;

2° au 6°, les mots « apprenti ou » sont supprimés.

Art. 18. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le 1° est supprimé.

Art. 19. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les mots « un apprenti sous contrat d'apprentissage agréé ou » sont supprimés.

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour les professions de détaillant et de négociant dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession d'installateur en chauffage central dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession de garagiste-réparateur dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession de mécanicien de tracteurs et de machines agricoles et horticoles dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession d'installateur électricien dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 25. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour les professions d'opticien dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession de technicien en prothèses dentaires dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 27. Conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 22 de l'accord de coopération-cadre mentionné à l'article 2 relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008, les Conventions d'insertion socioprofessionnelle et les contrats d'apprentissage des classes moyennes conclus avant le 1^{er} septembre 2015 continuent de sortir leurs effets jusqu'à leur terme.

Art. 28. La mise en œuvre du présent arrêté est évaluée par l'Office francophone de la Formation en Alternance et soumise à l'avis des organes de gestion des opérateurs de formation en alternance tels que visé à l'article 1^{er}, 2°, de l'accord de coopération cadre précité. Cette évaluation globale est soumise au Gouvernement, pour le 31 décembre 2016 au plus tard, et communiquée aux conseils économiques et sociaux des parties à l'accord de coopération cadre précité.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Art. 30. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE

CONTRAT D'ALTERNANCE

Coordonnées de l'opérateur de formation en alternance

NOM :

Adresse :

Coordonnées du référent de l'opérateur de formation

Prénom NOM :

Gsm :

Courriel :

Conclu en application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, tel que modifié par avenant du 27 mars 2014.

ENTRE

- L'APPRENANT EN ALTERNANCE

Prénom et NOM :

.....

Lieu et date de naissance :

né/née [1] à, le

Domicile :

.....

Téléphone : / GSM : /

Courriel : @

Si l'apprenant en alternance est mineur :

Prénom et NOM du représentant légal :

.....

Domicile :

.....

Téléphone : / GSM : /

Courriel : @

ET

- L'ENTREPRISE :

Dénomination :

.....

Raison sociale :

.....

Siège social :

.....

Unité d'établissement où a lieu la formation :

.....

Téléphone : / Fax : /

GSM : /

Courriel : @

Numéro ONSS :

.....

Numéro BCE :

Numéro commission paritaire :

Agrée comme entreprise de formation en alternance pour le métier qui fait l'objet du présent contrat d'alternance.

Représentée par :

Prénom et NOM :

Fonction :

Téléphone : / **GSM :** /

Courriel : @

Tuteur : (si différent du chef d'entreprise)

Conformément au prescrit de l'accord de coopération du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, le tuteur doit remplir les conditions non cumulatives suivantes :

a) soit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation; lorsque le tuteur a obtenu un titre de Chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans;

b) soit être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation instituée ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du jeune en alternance en tant que tuteur;

c) soit être détenteur d'un titre de validation de compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente.

Il doit justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant la preuve d'un extrait II de casier judiciaire belge utilisé dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement des mineurs.

Lorsque l'entreprise a accueilli, dans les cinq ans précédant l'entrée en vigueur du présent avenant à l'accord de coopération, un apprenant en formation en alternance sur base d'une Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP) ou autre contrat ou convention reconnu par la Communauté française ou d'un Contrat d'apprentissage ou d'une Convention de stage de l'IFAPME ou du SFPME, le tuteur qui a assuré le suivi de cet apprenant pendant toute la durée de la formation en alternance est automatiquement reconnu comme remplissant les conditions du tuteur au sens de l'accord.

Prénom et NOM :

.....

Téléphone : / **GSM :** /

Courriel : @

Fonction dans l'entreprise :

En outre, pour être agréé et bénéficier des réductions de cotisations ONSS « groupe cible tuteurs », au sens de l'arrêté royal du 16 mai 2003, le tuteur doit satisfaire aux conditions de l'article 20/2 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en application du chapitre 7 du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 visant à harmoniser et à simplifier les régimes de cotisations de sécurité sociale, à savoir qu'il doit répondre aux conditions cumulatives suivantes :

1. disposer d'une expérience professionnelle de cinq années dans la profession

et

2. disposer d'un titre pédagogique ou avoir suivi une formation au tutorat ou encore d'un titre de validation des compétences.

Tuteur agréé au sens de l'AR du 16 mai 2003 : oui non

Ci-dessous dénommés les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Durée

Le contrat d'alternance est conclu pour une période de mois, débutant le et se terminant le

Le contrat d'alternance comprend une période d'essai d'un mois qui se termine le

Les modalités d'application pour le contrat d'alternance s'appliquent pendant la période d'essai, à l'exception des modalités de rupture de contrat prévues à l'article 10, 2^e alinéa, 2^e.

Article 2 : Obligations des parties :

Les parties se doivent respect et égard mutuels.

Pendant l'exécution du contrat d'alternance, elles sont tenues d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs.

Article 3 : Obligations de l'entreprise

L'entreprise participe à la formation de l'apprenant en alternance au métier de : et :

1^o accueille l'apprenant en alternance, veille à son intégration dans le milieu professionnel pendant le temps de la formation en alternance, lui remet le règlement de travail lors de la signature du présent contrat d'alternance et s'engage à ne pas laisser l'apprenant en alternance seul sur le lieu de formation;

2^o confie à l'apprenant en alternance uniquement des tâches revêtues d'un caractère formatif en rapport avec son plan de formation et le métier auquel il se destine,

3^o prend les précautions nécessaires pour protéger l'apprenant en alternance des dangers éventuels liés à son apprentissage et, pour cela, l'informe des dangers et des mesures de sécurité à respecter et lui délivre, s'il existe, un descriptif de ces dangers et mesures;

4^o prépare l'apprenant en alternance à l'exercice du métier auquel il se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, en tenant compte de l'usure normale de celui-ci, les matières premières, les vêtements de travail et de protection nécessaires, sans que cela ne puisse être considéré comme un avantage en nature;

5^o apporte les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que l'apprenant en alternance doit mettre en dépôt;

6^o veille à ce que la partie du plan de formation qui lui incombe soit dispensée à l'apprenant en alternance en vue de le préparer aux évaluations formatives et certificatives;

7° permet à l'apprenant en alternance de suivre les cours et activités nécessaires à sa formation, dispensés et/ou organisés par l'opérateur de formation;

8° en cas de changement, communique formellement au référent de l'apprenant en alternance le nom et la qualité du tuteur qui assurera le suivi de l'apprenant en alternance tout au long de son parcours de formation en alternance ainsi que la nouvelle adresse de l'unité d'établissement;

9° autorise le référent de l'opérateur de formation à vérifier, sur le lieu d'exécution du contrat d'alternance, si le chef d'entreprise respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

10° s'engage à libérer l'apprenant en alternance pour lui permettre de rencontrer, si nécessaire pendant les heures de formation en entreprise, son référent, ce contre justification signée par ce dernier et remise par l'apprenant en alternance, à son tuteur, dès son retour en entreprise;

11° occupe dans l'entreprise l'apprenant en alternance pour une durée moyenne d'au moins 20h/semaine sur base annuelle, sans préjudice de la législation fédérale en matière de vacances annuelles et sur les modalités précisées à l'article 4 du présent contrat;

12° fait une déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale au plus tard le 1^{er} jour de l'exécution du présent contrat;

13° collabore avec l'opérateur de formation et informe le référent du déroulement de la formation au sein de l'entreprise, au minimum lors de chacune de ses visites en entreprise et dans les meilleurs délais, sur toute difficulté liée à l'exécution du présent contrat;

14° complète les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur de formation, tels que convenus avec le référent, ainsi que les attestations nécessaires pour justifier les absences éventuelles de l'apprenant en alternance, du fait de l'entreprise, en centre de formation;

15° conclut auprès d'une société d'assurances agréée, ou auprès d'une caisse d'assurances agréée, une police d'assurance qui garantit à l'apprenant en

alternance les mêmes avantages et la même couverture, en lien direct avec le métier qui fait l'objet de la formation, qu'à tout travailleur de l'entreprise, conformément à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, déclare les accidents survenus et, plus généralement, respecte l'ensemble de ses obligations; cette assurance couvre également les accidents sur le chemin conduisant à l'entreprise et chez l'opérateur de formation ainsi que les accidents survenant lors des activités de formation organisées tant par le centre de formation ou d'enseignement que par l'entreprise;

16° conclut, auprès d'une société d'assurance agréée en responsabilité civile, un contrat d'assurance qui couvre les dommages causés par l'apprenant à des tiers à l'entreprise où ce dernier se forme;

17° respecte les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le

Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'entreprise, en ce compris la prise en charge des évaluations de santé préalables;

18° respecte les dispositions légales et réglementaires spécifiques au statut de l'apprenant en alternance dont les dispositions relatives aux vacances annuelles, telles que définies à l'article 7, ainsi qu'en matière de droit de la sécurité sociale;

19° accepte le principe de la mobilité extérieure telle que prévue dans le plan de formation;

20° paie une rétribution mensuelle à l'apprenant en alternance, conformément à l'article 6 du présent contrat;

21° rembourse hors abonnement scolaire, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement de l'apprenant en alternance pour la formation pratique en entreprise, comprenant le trajet aller et retour de sa résidence habituelle vers le lieu d'exécution de la formation en entreprise, selon les dispositions applicables à l'entreprise au regard de la convention sectorielle à laquelle elle est soumise ou, à défaut, de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs;

22° délivre, lorsque le contrat d'alternance prend fin, le document contenant la date du début et de la fin du contrat d'alternance, et fournit, au besoin, les documents sociaux utiles à l'apprenant en alternance.

Article 4 : Obligations de l'apprenant en alternance

L'apprenant

1° est présent en entreprise conformément aux modalités du présent contrat d'alternance et met tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci;

2° agit conformément aux instructions qui lui sont données par l'entreprise, via un de ses mandataires ou préposés, via son tuteur, ainsi que par son référent, en vue de la bonne exécution du contrat d'alternance;

3° fréquente assidûment les cours ou les formations et participe aux évaluations formatives et certificatives;

4° participe, en cas de rupture ou de suspension du contrat d'alternance, au programme spécifique mis en place par l'opérateur de formation afin de répondre, le cas échéant, aux contraintes de l'obligation scolaire;

5° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;

6° restitue en bon état à l'entreprise l'outillage, les matières premières non utilisées et les vêtements de travail et de protection qui lui ont été confiés;

7° communique à l'entreprise et au référent les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise;

8° accepte les déplacements éventuels inhérents à l'activité de l'entreprise, tels que prévus dans le plan de formation;

9° complète et communique à son opérateur de formation les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur ainsi que les attestations nécessaires pour justifier son absence éventuelle chez l'opérateur de formation;

10° s'abstient, tant au cours du contrat d'alternance qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence dans l'entreprise;

11° prévient, dans les plus brefs délais, son référent de toute difficulté liée à l'exécution du contrat d'alternance, notamment celle pouvant entraîner la fin du contrat d'alternance.

Article 5 : Horaires de formation en entreprise et chez l'opérateur de formation

La durée hebdomadaire de formation est de heures [2], réparties selon la grille de référence ci-après :

Grille de Référence

Jours	Chez l'opérateur de formation		Sur le lieu d'exécution de la formation en entreprise	
	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi				
Mardi				
Mercredi				
Jeudi				
Vendredi				
Samedi				
Dimanche [3]				
Total des heures				

La grille de référence peut être actualisée à la demande des parties et en concertation avec le référent ou encore en cas de modification communiquée officiellement, à l'entreprise et à l'apprenant en alternance, par l'opérateur de formation conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférent.

Les modifications sont transmises aux parties, par l'opérateur, pour être annexées au contrat.

En cas de rythme d'alternance autre qu'hebdomadaire, la grille de référence peut être modifiée.

Les heures supplémentaires sont interdites sauf accord préalable reposant sur un justificatif pédagogique, entre l'entreprise, l'opérateur de formation et l'apprenant en alternance. Toute heure supplémentaire doit être rémunérée selon les règles en vigueur dans l'entreprise ou récupérée sur les heures de prestations en entreprise.

Sauf exceptions spécifiques prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, l'apprenant en alternance ne peut pas travailler le dimanche, les jours fériés légaux ou, sauf exceptions spécifiques, au cours du jour de repos supplémentaire qui doit lui être accordé immédiatement avant ou après le dimanche.

Sauf dérogations prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, le travail de nuit est interdit : l'apprenant en alternance de moins de 16 ans ne peut pas travailler entre 20 heures et 6 heures, l'apprenant en alternance de plus de 16 ans ne peut pas travailler entre 22 heures et 6 heures, le travail est interdit entre minuit et 4 heures quel que soit l'âge de l'apprenant en alternance.

L'opérateur de formation communique annuellement l'horaire des cours en centre de formation aux deux parties contractantes.

Lorsque la formation en centre n'est pas organisée pendant les vacances scolaires, l'apprenant preste son horaire hebdomadaire complet en entreprise, sauf dispositions prises conformément à l'article 7 du présent contrat.

Article 6 : la rétribution de l'apprenant en alternance

La formation est structurée en trois niveaux de compétences (A-B-C) visés à l'article 1^{er}, § 4, alinéa 3, de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance. Ces niveaux sont définis dans le plan de formation annexé au présent contrat d'alternance. Ils déterminent le montant de la rétribution.

Les allocations familiales sont octroyées inconditionnellement jusqu'au 31 août de l'année au cours de laquelle l'apprenant atteint l'âge de 18 ans. A cette date, les allocations familiales ne sont dues que si les revenus de l'apprenant en alternance ne dépassent pas l'indice-pivot donnant droit aux allocations familiales. Si l'apprenant en alternance a lui-même des enfants, il peut prétendre à des allocations familiales pour ceux-ci.

Le montant de la rétribution est un minimum. Tel que calculé, il garantit à la famille de l'apprenant en alternance, majeur, le maintien des allocations familiales. Lorsqu'une entreprise ou un secteur veulent déroger à ce plafond, elles en informent l'opérateur de formation; ce-dernier est tenu de demander le consentement écrit de l'apprenant en alternance.

Niveau de compétence de l'apprenant en alternance à la signature du contrat : [4]

- Niveau A : la rétribution forfaitaire est fixée à EUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 17 % du RMMM).G).

- Niveau B : la rétribution forfaitaire est fixée à EUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 24 % du RMMM).G).

- Niveau C : la rétribution forfaitaire est fixée à EUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 32 % du RMMM).G).

Conformément à la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, notamment, l'entreprise peut valablement payer la rétribution au mineur, sauf opposition du père, de la mère ou du tuteur. Elle est versée au compte bancaire ou postal suivant : BE_ _ _ _ _

La rétribution doit être payée au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit la période pour laquelle le paiement est prévu, et cela à défaut de convention collective de travail ou de dispositions contenues dans le règlement de travail qui peuvent porter le délai de paiement à maximum 7 jours ouvrables.

Sauf cas de suspension de contrat prévu, l'indemnité est due prorata temporis.

L'apprenant ne peut être indemnisé au rendement.

Article 7 : Vacances annuelles

L'apprenant en alternance a droit, dès la première année de formation en alternance, à deux types de vacances annuelles, concertées avec l'entreprise et le référent, sur le choix des dates :

1° Les vacances annuelles, dont le nombre s'élève à un minimum de 20 jours, sont payées et fixées en fonction de la Commission paritaire à laquelle appartient l'entreprise et, le cas échéant, en référence à la réglementation sur les vacances européennes.

2° 4 semaines consécutives de vacances scolaires, non rétribuées, fixées entre le 1^{er} juillet et le 31 août en concertation entre l'apprenant, l'entreprise et le référent de l'opérateur de formation.

Article 8 : Suspension du contrat pour maladie et autres

La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs s'appliquent en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident, congé de maternité et repos d'accouchement, congé de paternité, chômage temporaire, petit chômage/congés de circonstance [5], congés pour raisons impérieuses, congé prophylactique.

Par dérogation au 1^{er} alinéa, la prise en charge, par l'entreprise, de la rétribution de l'apprenant, en cas de suspension du présent contrat d'alternance pour les motifs évoqués ci-avant, se limite aux 7 premiers jours calendrier d'absence.

Article 9 : Suspension de l'exécution du contrat d'alternance

1° En cas de non-respect des obligations par l'une des parties, l'exécution du contrat d'alternance est suspendue, pour une durée fixée par les parties en concertation avec le référent, afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent contrat d'alternance. Cette période continue d'être rémunérée lorsque la suspension résulte d'un manquement dans le chef de l'entreprise.

2° Conformément à l'article 7 2°, l'exécution du contrat d'alternance est suspendue pendant 4 semaines de congés scolaires non rémunérés par l'entreprise, pendant la période allant du 1^{er} juillet au 31 août, à savoir du au Cette période est fixée à la signature du contrat d'alternance en concertation entre l'apprenant en alternance, l'entreprise et le référent de l'opérateur de formation.

Article 10 : Fin du contrat

Le contrat de formation en alternance prend fin :

1° au terme de la durée fixée dans le contrat d'alternance;

2° en cas de décès de l'apprenant ou de la personne signataire du contrat d'alternance mandatée pour engager la responsabilité de l'entreprise ou du tuteur;

3° lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré.

Après concertation avec le référent, le contrat de formation en alternance prend fin, conformément à l'article 1^{er}, § 4 quinquies de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par les avenants des 27 mars et 15 mai 2014 :

1° par cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution du contrat;

2° par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, moyennant un préavis de 7 jours, si l'apprenant en alternance est en période d'essai, de 14 jours, hors période d'essai;

3° en cas de cessation d'activité, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise, à moins que le contrat de formation en alternance ne soit repris par l'entreprise reprenneuse, si celle-ci est également agréée, aux mêmes conditions que le contrat de formation initial, et ce moyennant accord de l'apprenant et du référent;

4° en cas de manquement grave de la part de l'apprenant ou de l'entreprise; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef de l'apprenant, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur sont d'application;

5° lorsque des arguments objectivés tendent à démontrer que des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée. Les motifs de la résiliation doivent être notifiés à l'autre partie, par écrit, de façon circonstanciée, endéans les 3 jours de la résiliation du contrat, et ce à peine de nullité.

6° lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation en alternance prend fin, à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes au terme du 6^{ème} mois de la suspension.

L'une des parties au contrat ou les deux parties peuvent invoquer l'existence d'un motif justifiant la fin du contrat d'alternance auprès du référent de l'opérateur de formation et, le cas échéant, en informer l'autre partie au contrat.

En cas de non-respect des obligations découlant du plan de formation et dans les cas de rupture visés à l'alinéa 2, 2°, 3° et 5°, le référent de l'opérateur de formation organise préalablement une phase de conciliation entre les parties. En accord avec l'opérateur de formation et le référent de l'opérateur de formation, l'apprenant en alternance peut compléter sa formation en alternance, pour la durée restante, auprès d'une autre entreprise.

Fait en trois exemplaires [6] à le

Pour l'entreprise,

Pour l'apprenant [7],

Le Responsable

L'Apprenant

ANNEXE

Plan de formation cadre annexé au contrat**L'apprenant**Prénom et NOM :
.....Domicile :
.....
.....

Téléphone : GSM : Courriel :

Début du contrat : Fin du contrat :

L'entrepriseDénomination :
.....Siège social :
.....
.....Unité d'établissement où la formation en entreprise est dispensée :
.....**Tuteur :**Prénom et NOM :
.....

Téléphone : Courriel :

L'opérateur de formationNom :
.....Siège :
.....
.....Directeur/Coordinateur :
.....

Téléphone : Courriel :

Référent :Prénom et Nom :
.....Titre et fonction :
.....

Téléphone : Courriel :

Liste des compétences initiales de l'apprenant :**Titres, certificats, diplômes acquis :****Titres et certificats visés en fin de formation :**

Indépendamment des acquis d'apprentissage précisés dans les grilles ci-après, l'opérateur de formation s'engage à informer l'apprenant et à le sensibiliser aux dispositions du contrat d'alternance qu'il signe.

Modalités d'évaluation :

Le cas échéant, validation de(s) Unité(s) d'Acquis d'Apprentissage suivante(s) :

Evaluation finale

Modalités d'évaluation :

Fait en 3 exemplaires à, le

Signature et cachet de l'opérateur
de formation ou d'enseignement

Pour l'entreprise,

Pour l'apprenant,

Le Responsable

L'apprenant

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance.
Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

[1] Barrez la mention inutile

[2] En fonction de la commission paritaire, à la convention collective de travail ou du règlement de travail de l'entreprise.

[3] Si la Loi ou la Convention Collective de Travail de la Commission Paritaire dont relève l'entreprise formatrice le prévoit.

[4] Ce niveau peut-être actualisé après évaluation des compétences de l'apprenant

[5] Arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absences à l'occasion d'événements familiaux en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

[6] Un exemplaire pour l'entreprise, un exemplaire pour l'apprenant et un exemplaire pour l'opérateur de formation

[7] Dans le respect de l'article 43 de la loi relative aux contrats de travail qui prévoit que « Le travailleur mineur est capable de conclure et de résilier un contrat de travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son père ou de sa mère ou de son tuteur. A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le tribunal de la jeunesse à la requête du ministère public ou d'un membre de la famille; le père, la mère ou le tuteur est préalablement entendu ou appelé. »

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203805]

16 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de alternerende overeenkomst

De Waalse Regering,

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, goedgekeurd bij het decreet van 15 januari 2009, de artikelen 1, § 5, 5, zesde lid, en 17, tweede lid, ingevoegd of gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014, goedgekeurd bij het decreet van 28 april 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1, tweede lid, 2, 2^o en 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1, tweede lid, 2, eerste lid, 3, eerste lid, 5, 8, 9, 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor de beroepen van kleinhandelaar en groothandelaar in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van monteur van centrale verwarming in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van garagist-hersteller in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van monteur van trekkers en van landbouw- en tuinbouwmachines in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van installateur-elektricien in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van opticien in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van tandtechnicus in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", gegeven op 4 juni 2015;

Gelet op het advies A.1220 van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 1 juni;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 mei 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 mei 2015;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de volgende overwegingen:

Overwegende dat de artikelen van het aanhangsel van 27 maart 2014 betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding op 1 september 2015 in werking zullen treden en dat de besluiten met dezelfde inhoud betreffende de overeenkomst inzake alternerende opleiding, die gelijktijdig zijn aangenomen door de Regeringen en het College, zo snel mogelijk volkomen gevolg moeten hebben;

Overwegende dat dit besluit bovendien aangenomen moet worden zodat het kaderakkoord volkomen gevolg kan hebben;

Overwegende dat de overeenkomst inzake alternerende opleiding één van de voornaamste instrumenten is van de uitvoering de alternantie overwogen door de uitvoerende organen van de partijen van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding gesloten op 24 oktober 2008 in Brussel;

Overwegende dat zowel de rechtszekerheid als de perfecte informatie van de alternerende leerling in het kader van de alternerende opleiding, de operators en de ondernemingen over de rechten en verplichtingen van iedereen bedoeld in de alternerende overeenkomst en het gevoegde opleidingsplan vóór 1 september 2015 gegarandeerd moeten worden.

Gelet op advies nr. 57.730/2 van de Raad van State, gegeven op 29 juni 2015 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970 betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op de aanbevelingen vermeld in het advies nr. 1770 van de Nationale Arbeidsraad ter bevordering van de inschakeling op de arbeidsmarkt van de jongeren die de school onlangs hebben verlaten;

Overwegende dat de Centra voor Alternerend Onderwijs en Opleiding, het "Institut wallon de Formation et Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises (IFAPME)" en de "Service Formation PME" (Dienst Opleiding K.M.O.) onverwijld geïnformeerd moeten worden over het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding met het oog op het academiejaar 2015-2016;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Het model van alternerende overeenkomst bedoeld in artikel 1, § 1, 7^o, van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014, wordt bepaald in het in de bijlage bedoelde document, overeenkomstig artikel 1, § 5, van hetzelfde samenwerkingsakkoord.

Het bepaalt de rechten en minimale plichten van de partijen.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 1, § 4^{ter}, derde lid, van het in artikel 2 bedoelde kaderakkoord tot samenwerking wordt de alternerende overeenkomst schriftelijk vastgesteld uiterlijk op het moment waarop de alternerende leerling zijn opleiding in de onderneming begint onverminderd het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een deeltijdse arbeidsregeling of sectorale bepalingen die voor de leerling gunstiger zijn.

§ 2. De alternerende overeenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en bevat geen clausule die de rechten van de alternerende leerling zou kunnen beperken.

§ 3. Overeenkomstig artikel 1, § 4^{ter}, tweede lid, eerste zin van het kaderakkoord tot samenwerking bedoeld in artikel 2 wordt de duur van de alternerende overeenkomst bepaald in overeenstemming met het opleidingsplan.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 1, § 1, 7^{bis}, van het kaderakkoord tot samenwerking bedoeld in artikel 2 maakt een opleidingsplan dat het in bijlage 2 bedoelde model naleeft, integraal deel uit van de in bijlage bedoelde alternerende overeenkomst.

§ 2. Er wordt minstens één keer per trimester in een formatieve of certificatieve evaluatie van de leerling voorzien volgens de modaliteiten bepaald door de opleidingsoperator.

§ 3. De uitvoering van het opleidingsplan in onderneming wordt gelijktijd minstens één keer per semester door de opleidingsoperator en de onderneming beoordeeld.

Art. 5. § 1. De proefperiode voor elke nieuwe alternerende overeenkomst duurt één maand.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt geen nieuwe proefperiode toegelaten indien een nieuwe alternerende overeenkomst tussen dezelfde partijen en voor hetzelfde beroep wordt gesloten.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 1, § 4, vierde lid, eerste en tweede zin van het kaderakkoord tot samenwerking bedoeld in artikel 2 begint elke leerling die voor de alternerende opleiding kiest, zijn opleidingstraject op het niveau A. Overeenkomstig artikel 1, § 4, vierde lid, eerste en tweede zin van het kaderakkoord tot samenwerking bedoeld in artikel 2 kan de ontwikkeling naar de niveaus B en C het voorwerp uitmaken van een evaluatie op elk moment van het jaar, met inbegrip van de proefperiode, na evaluatie of op grond van de valorisatie van de vorige geobjectiveerde leerresultaten.

Art. 7. § 1. Elke wijziging die in de gesloten overeenkomst wordt aangebracht, moet het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de partijen, die in een nieuwe alternerende overeenkomst wordt opgenomen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt een aanhangsel bij de alternerende overeenkomst opgemaakt in geval van verandering van mentor of inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven.

Art. 8. In afwijking van artikel 7, § 1, worden de veranderingen van referentiepersoon en van lesrooster uitdrukkelijk medegedeeld door de opleidingsoperator aan de onderneming, aan de alternerende leerling en in voorkomend geval aan de wettelijke vertegenwoordiger van de leerling, om bij de overeenkomst gevoegd te worden.

Art. 9. Overeenkomstig de overgangsbepalingen bedoeld in artikel 22 van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008 blijft het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen van toepassing alleen op de vóór 1 september 2015 gesloten leercontracten van de middelgrote ondernemingen die tot hun vervaldatum blijven gevolgd te hebben.

Art. 10. In artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "de leerovereenkomst en" vervallen;

2^o de woorden "de artikelen 3 en 4" worden vervangen door de woorden "artikel 4".

Art. 11. In artikel 2, 2^o, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervallen de woorden "van de leerovereenkomst of".

Art. 12. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervalt.

Art. 13. In artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervallen de woorden "leerlingen of".

Art. 14. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervallen de woorden "de leertijd of".

Art. 15. In artikel 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "een leertijd of" vervallen;

2^o in 2^o vervallen de woorden "de leerling of";

3^o in 3^o vervallen de woorden "van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en".

Art. 16. In artikel 5 van het van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervallen de woorden "leerlingen of".

Art. 17. In artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3° vervalt;

2° in 6° vervallen de woorden "leerling of".

Art. 18. In artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervalt punt 1°.

Art. 19. In artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervallen de woorden "een leerling bij erkende leerovereenkomst of".

Art. 20. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor de beroepen van kleinhandelaar en groothandelaar in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 21. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van monteur van centrale verwarming in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 22. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van garagist-hersteller in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van monteur van trekkers en van landbouw- en tuinbouwmachines in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 24. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van installateur-elektricien in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van opticien in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 26. Het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 tot vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leercontracten voor het beroep van tandtechnicus in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 27. Overeenkomstig de overgangsbepalingen bedoeld in artikel 22 van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008 blijven de vóór 1 september 2015 gesloten overeenkomsten voor socioprofessionele inschakeling en de leercontracten van de middenstand tot hun vervaldatum gevolgd te hebben.

Art. 28. De uitvoering van dit besluit wordt door de "Office francophone de la Formation en alternance" beoordeeld en ter advies voorgelegd aan de beheersorganen van de operatoren in alternerende opleiding bedoeld in artikel 1, 2°, van het bovenvermelde kaderakkoord tot samenwerking. Die globale evaluatie wordt uiterlijk op 31 december 2016 aan de Regering voorgelegd en meegedeeld aan de economische en sociale raden van de partijen bij het bovenvermelde kaderakkoord tot samenwerking.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Art. 30. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE

Wallonie

ALTERNERENDE OVEREENKOMST

Personalia van de operator in de alternerende opleiding

NAAM :

Adres :

Personalia van de referentiepersoon van de opleidingsoperator

Voornaam NAAM :

Gsm :

E-mail :

Gesloten overeenkomstig het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 27 oktober 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd bij aanhangsel van 27 maart 2014.

TUSSEN

- DE ALTERNERENDE LEERLING

Voornaam en NAAM :

.....

Geboorteplaats en -datum :

Geboren [1] te, op

Woonplaats :

.....

Telefoon : / GSM : /

E-mail : @

Als de alternerende leerling minderjarig is :

Voornaam en NAAM van de wettelijke vertegenwoordiger :

.....

Woonplaats :

.....

Telefoon : / GSM : /

E-mail : @

EN

- DE ONDERNEMING :

Benaming :

.....

Firmanaam :

.....

Maatschappelijke zetel :

.....

Inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven :

.....

Telefoon : / FAX : /

E-mail : @

RSZ-nummer :

.....

KBO-nummer :

Nummer paritair comité :

Erkend als onderneming in alternerende opleiding voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van deze alternerende overeenkomst.

Vertegenwoordigd door :**Voornaam en NAAM :**

.....

Functie :**Telefoon :** / **FAX :** /**E-mail :** @**Mentor :** (indien verschillend van de bedrijfsleider)

Overeenkomstig de voorschriften van het samenwerkingsakkoord van 24 oktober 1998 betreffende de alternerende opleiding moet de mentor de volgende niet-cumulatieve voorwaarden vervullen:

a) hetzij minstens vijf jaar beroepservaring hebben in het beroep dat geheel of gedeeltelijk aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, waarbij het bewijs van de beroepservaring door alle rechtsmiddelen geleverd wordt; wanneer de mentor een titel van bedrijfsleider behaald heeft in het beroep dat geheel of voor het grootste deel aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, moet hij minstens twee jaar beroepservaring hebben;

b) hetzij houder zijn van een diploma of een pedagogisch getuigschrift of van een attest inzake voogdijopleiding, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinrichting inggericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de alternerende jongere als voogd te volgen;

c) hetzij houder zijn van een getuigschrift van de validering van vaardigheden als voogd, afgeleverd door een centrum voor de validering van de vaardigheden dat door de bevoegde deelentiteit is erkend.

Hij moet van onberispelijk gedrag zijn en een uittreksel uit het Belgisch strafregister overleggen, model II, die toegang verleent tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-médisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt.

Wanneer de onderneming gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de inwerkintreding van dit aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord, een leerling in alternerende opleiding heeft begeleid op grond van een "Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" (Overeenkomst van socio-professionele inschakeling) of een ander contract of overeenkomst erkend door de Franse Gemeenschap of van een stageovereenkomst van het "IFAPME" of de "SFPME", wordt de mentor die voor de opvolging van deze leerling tijdens de hele duur van de alternerende opleiding heeft gezorgd, automatisch geacht te voldoen aan de voorwaarden van een mentor in de zin van dit akkoord.

Voornaam en NAAM :

.....

Telefoon : / **FAX :** /**E-mail :** @**Functie in de onderneming :**

Om erkend te worden en in aanmerking te komen voor de verminderingen van RSZ-bijdragen (doelgroep mentoren) in de zin van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 moet de mentor bovendien voldoen aan de voorwaarden van artikel 20/2 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen en met name de volgende cumulatieve voorwaarden vervullen:

1. Een beroepservaring van minstens 5 jaar in het beroep hebben

en

2. Houder zijn van een pedagogisch getuigschrift of een voogdijopleiding gevolgd te hebben of houder zijn van een getuigschrift van de validering van vaardigheden

Erkende mentor in de zin van het KB van 16 mei 2003 : ja nee

Hieronder de partijen genoemd,**WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :****Artikel 1 : Duur**

De alternerende overeenkomst wordt gesloten voor een periode van maanden, die ingaat op en die eindigt op

De alternerende overeenkomst omvat een proefperiode van één maand die eindigt op De toepassingsmodaliteiten voor de alternerende overeenkomst zijn tijdens de proefperiode van toepassing met uitzondering van de modaliteiten inzake de contractbreuk bedoeld in artikel 10, tweede lid, 2°.

Artikel 2 : Verplichtingen van de partijen :

De partijen zijn elkaar eerbied en respect

verschuldigd.

Gedurende de uitvoering van de alternerende overeenkomst moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en waarborgen.

Artikel 3 : Verplichtingen van de onderneming

De onderneming neemt deel aan de vorming van de alternerende leerling voor het beroep van : en :

1° begeleidt de alternerende leerling, zorgt voor zijn integratie in het beroepsmilieu tijdens zijn alternerende opleiding en overhandigt hem het arbeidsreglement tijdens de ondertekening van de overeenkomst en verbindt zich ertoe hem niet alleen te laten op de opleidingsplaats;

2° vertrouwt aan de alternerende leerling uitsluitend vormende taken toe die verband houden met zijn opleidingsplan en het beroep waarop hij zich voorbereidt;

3° neemt de nodige voorzorgsmaatregelen om de alternerende leerling te beschermen tegen de eventuele risico's gebonden aan het leren en informeert hem daarvoor over de gevaren en na te leven veiligheidsmaatregelen en overhandigt hem, in voorkomend geval, een beschrijving van die gevaren en maatregelen;

4° leidt de alternerende leerling op voor het beroep waarop hij zich voorbereidt met name door het ter beschikking stellen van de hulp, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, van de grondstoffen, van de werkkledij en de beschermingsuitrustingen, waarbij dit niet beschouwd mag worden als een voordeel in natura;

5° als een goede huisvader zorg draagt voor de persoonlijke bezittingen die de begunstigde in bewaring moet afgeven;

6° zorgt ervoor dat het gedeelte van het opleidingsplan dat de onderneming ten laste valt aan de alternerende leerling wordt verstrekt om hem op de formatieve en certificatieve evaluaties voor te bereiden;

7° geeft de alternerende leerling de mogelijkheid om de voor zijn opleiding nodige cursussen en activiteiten te volgen die door de opleidingsoperator worden gegeven en/of georganiseerd;

8° in geval van verandering, brengt de referentiepersoon van de alternerende leerling uitdrukkelijk op de hoogte van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de alternerende leerling zal zorgen tijdens zijn traject van alternerende opleiding alsook van het nieuwe adres van de inrichtingseenheid;

9° laat de referentiepersoon nagaan op de plaats waar de alternerende overeenkomst wordt uitgevoerd of het ondernemingshoofd de door hem aangegane verplichtingen naleeft;

10° verbindt zich ertoe de alternerende leerling vrij te laten om hem de mogelijkheid te geven, indien nodig tijdens de opleiding in onderneming, zijn referentiepersoon te ontmoeten tegen rechtvaardiging ondertekend door bedoelde referentiepersoon en overhandigd door de alternerende leerling aan zijn mentor zodra hij in de onderneming terugkomt;

11° geeft de alternerende leerling in de onderneming minstens 20 u/week op jaarbasis opleidingsactiviteit, onverminderd de federale wetgeving inzake jaarlijks verlof en de modaliteiten bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst;

12° doet een DIMONA-aangifte bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid uiterlijk op de eerste dag van uitvoering van deze overeenkomst;

13° werkt met de opleidingsoperator samen en brengt de referentiepersoon op de hoogte van het verloop van de opleiding in de onderneming, minimum tijdens elk van zijn bezoeken in de onderneming en zo snel mogelijk, van elke moeilijkheid i.v.m. deze overeenkomst;

14° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten, zoals afgesloten met de referentiepersoon, alsook de nodige attesten in om de eventuele afwezigheden van de alternerende leerling in het opleidingscentrum te rechtvaardigen;

15° sluit een verzekeringspolis bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die de alternerende leerling dezelfde voordelen en dezelfde dekking in rechtstreeks verband met het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de opleiding, als elke werknemer van de onderneming garandeert, overeenkomstig de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen, geeft de ongevallen aan, en meer in het algemeen, leeft het geheel van zijn verplichtingen na; die verzekering dekt ook de ongevallen op de weg naar de onderneming en bij de opleidingsoperator alsmede de ongevallen tijdens de opleidingsactiviteiten georganiseerd zowel door het opleidings- of onderwijscentrum alsook door de onderneming;

16° sluit een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de leerling berokkend wordt aan derden en aan de onderneming bij wie hij een opleiding volgt;

17° voldoet aan bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de onderneming, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken;

18° leeft de wettelijke en reglementaire bepalingen eigen aan het statuut van de alternerende leerling na waaronder de bepalingen betreffende het jaarlijks verlof, zoals bepaald in artikel 7, alsook inzake recht van de sociale zekerheid;

19° stemt in met het beginsel van de mobiliteit buiten de onderneming zoals bedoeld in het opleidingsplan;

20° betaalt een maandelijks vergoeding uit aan de alternerende leerling, overeenkomstig artikel 6 van deze overeenkomst;

21° betaalt de reiskosten, buiten het schoolabonnement, van de alternerende leerling voor de praktische bedrijfsopleiding op basis van bewijsstukken terug, met inbegrip van de dagelijkse verplaatsingen van hun gebruikelijke woonplaats naar de uitvoeringsplaats van de opleiding in de onderneming, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op de onderneming krachtens de sectorale overeenkomst waaraan de onderneming onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers;

22° geeft aan het einde van de alternerende overeenkomst het document af waarin de begin- en einddatum van de alternerende overeenkomst worden vermeld en, indien nodig, de gepaste sociale documenten afgeven aan de alternerende leerling.

Artikel 4 : Verplichtingen van de alternerende leerling

De leerling

1° is in de onderneming aanwezig overeenkomstig de modaliteiten van deze alternerende overeenkomst en stelt alles in het werk om de overeenkomst tot een goed einde te brengen;

2° richt zich met het oog op de goede uitvoering van de alternerende overeenkomst naar de richtlijnen die hem door de onderneming gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn mentor, en ook van zijn referentiepersoon;

3° volgt de cursussen of opleidingen regelmatig en neemt deel aan de opleidingsevaluaties en evaluaties;

4° neemt deel in geval van breuk of schorsing van de alternerende overeenkomst aan het specifieke programma dat door de opleidingsoperator wordt opgesteld om te voldoen in voorkomend geval aan de bepalingen van de leerplicht;

5° onthoudt zich van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

6° geeft de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de onderneming terug;

7° legt de onderneming en de referentiepersoon de nodige gegevens en attesten over ter rechtvaardiging van zijn eventuele afwezigheden;

8° is bereid om in het kader van de activiteit van de onderneming eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;

9° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten en de nodige attesten om zijn eventuele afwezigheden bij de opleidingsoperator te rechtvaardigen, in en deelt ze mede aan zijn opleidingsoperator;

10° onthoudt zich, zowel tijdens de alternerende overeenkomst als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid in de onderneming;

11° brengt zijn referentiepersoon zo spoedig mogelijk op de hoogte van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de alternerende overeenkomst, namelijk de moeilijkheden die de beëindiging van de alternerende overeenkomst zou kunnen teweegbrengen.

Artikel 5 : Uurrooster van de opleiding in onderneming en bij de opleidingsoperator

De wekelijkse duur van de opleiding is uur [2], verdeeld volgens het hierna vermelde referentierooster:

Referentierooster

Dagen	Bij de opleidingsoperator		Op de uitvoeringsplaats van de opleiding in onderneming	
	's ochtends	's namiddags	's ochtends	's namiddags
Maandag				
Dinsdag				
Woensdag				
Donderdag				
Vrijdag				
Zaterdag				
Zondag [3]				
Totaal uren				

Het referentierooster kan op verzoek van de partijen en in overleg met de referentiepersoon of in geval van wijziging officieel meegedeeld aan de onderneming en aan de alternerende leerling geactualiseerd worden door de opleidingsoperator overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst en het desbetreffende opleidingsplan.

De wijzigingen worden door de operator aan de partijen overgemaakt om gevoegd te worden bij de overeenkomst.

Indien de alternantie anders dan wekelijks is, kan het referentierooster gewijzigd worden.

De overuren zijn verboden behalve voorafgaande instemming op basis van een pedagogisch bewijsstuk tussen de onderneming, de opleidingsoperator en de alternerende leerling. Elk overuur moet bezoldigd worden volgens de in de onderneming vigerende regels of gerecupereerd worden op de gepresteerde uren.

Behalve specifieke uitzonderingen bedoeld in het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, mag de alternerende leerling niet werken op zondag, wettelijke verlofdagen of, behalve specifieke uitzonderingen, tijdens de bijkomende rustdag die hem moet worden toegekend onmiddellijk voor of na de zondag.

Behalve afwijkingen bedoeld in de wet en/of de collectieve arbeidsovereenkomsten van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, is de nachtarbeid verboden : de alternerende leerling van minder dan 16 jaar mag niet tussen 20 uur en 6 uur werken, de alternerende leerling van meer dan 16 jaar mag niet tussen 22 uur en 6 uur werken en de arbeid is verboden tussen middernacht en 4 uur ongeacht de leeftijd van de alternerende leerling.

De opleidingsoperator deelt jaarlijks het uurrooster van de cursussen in het opleidingscentrum aan beide partijen mede.

Wanneer de opleiding in centrum niet tijdens de schoolvakantie wordt georganiseerd, presteert de leerling zijn volledige wekelijkse rooster in onderneming behalve bepalingen genomen overeenkomstig artikel 7 van deze overeenkomst.

Artikel 6 : Bezoldiging van de alternerende leerling

De opleiding wordt gestructureerd in drie vaardigheidsniveaus (A-B-C) bedoeld in artikel 1, § 4, derde lid, van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding. Die niveaus worden bepaald in het opleidingsplan gevoegd bij deze alternerende overeenkomst. Ze bepalen het bedrag van de bezoldiging. De kinderbijslag wordt onvoorwaardelijk toegekend tot 31 augustus van het jaar waarin de leerling de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt. Op die datum wordt de kinderbijslag slechts verschuldigd indien de inkomsten van de alternerende leerling de spilindex die recht geeft tot de kinderbijslag niet overschrijden. Indien de alternerende leerling zelf kinderen heeft, kan hij in aanmerking komen voor kinderbijslag voor deze kinderen.

Het bedrag van de bezoldiging is een minimum. Het bedrag van de vergoeding zoals berekend, garandeert tegenover het gezin van de alternerende leerling (meerjarig) dat de kinderbijslag wordt behouden. Wanneer een bedrijf of een sector van dit maximumbedrag wil afwijken, brengt het de opleidingsoperator hiervan op de hoogte die de schriftelijke toestemming van de leerling dient aan te vragen.

Vaardigheidsniveau van de alternerende leerling bij de handtekening van de overeenkomst : [4]

- Niveau A : De forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 17 % van het GGMMI).

- Niveau B : de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 24 % van het GGMMI).

- Niveau C : de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 32 % van het GGMMI).

Overeenkomstig de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de onderneming de bezoldiging op geldige wijze betalen aan de minderjarige tenzij verzet is betekend door de vader, de moeder of de voogd. Ze wordt gestort op volgende bank- of postrekening : BE _____

De bezoldiging moet uitbetaald worden uiterlijk op de vierde werkdag na de periode waarvoor de betaling is voorzien, en dit, bij gebrek aan collectieve arbeidsovereenkomst of bepalingen vermeld in het arbeidsreglement die de betalingstermijn tot maximum 7 werkdagen kunnen verlengen.

Behalve in geval van schorsing van het contract is de vergoeding prorata temporis verschuldigd.

De leerling mag niet tegen rendement bezoldigd worden.

Artikel 7 : Jaarlijks vakantieverlof

De alternerende leerling heeft vanaf het eerste jaar alternerende opleiding recht op twee soorten jaarlijks vakantieverlof waarvoor overlegd is gepleegd met de onderneming en de referentiepersoon over de keuze van de data :

1° het jaarlijks vakantieverlof dat minstens 20 dagen bedraagt, wordt betaald en bepaald naar gelang van het paritair comité van de onderneming en, in voorkomend geval, naar verwijzing naar de reglementering op de Europese vakantie.

2° opeenvolgende niet-betaalde schoolvakantieweken die tussen 1 juli en 31 augustus worden bepaald in overleg tussen de leerling, de onderneming en de referentiepersoon van de opleidingsoperator.

Artikel 8 : Schorsing van het arbeidscontract wegens ziekte en andere

De wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders zijn van toepassing in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, moederschapverlof en bevallingsrust, vaderschapsverlof, tijdelijke werkloosheid, kort verzuim/omstandigheidverloven [5], verlof wegens dwingende redenen, profylactisch verlof.

In afwijking van het eerste lid wordt de tenlasteneming door de onderneming van de bezoldiging van de leerling in geval van schorsing van deze alternerende overeenkomst wegens de hierbovenvermelde redenen beperkt tot de eerste 7 kalenderdagen afwezigheid.

Artikel 9 : Schorsing van de uitvoering van de alternerende overeenkomst

1° in geval van niet-naleving van de verplichtingen van één van de partijen wordt de uitvoering van de alternerende overeenkomst geschorst voor een duur die door de partijen in overleg met de referentiepersoon wordt bepaald, om de mogelijkheid te bieden aan de overtreder zich aan te passen aan de bepalingen van deze alternerende overeenkomst. Deze periode wordt verder bezoldigd wanneer de schorsing voortvloeit uit een tekortkoming van de onderneming.

2° Overeenkomstig artikel 7 2°, wordt de uitvoering van de alternerende overeenkomst tijdens 4 weken schoolverlof die door de onderneming niet bezoldigd worden, geschorst tijdens de periode tussen 1 juli tot 31 augustus, namelijk van.....tot..... Deze periode wordt bij de ondertekening van de alternerende overeenkomst vastgesteld tussen de alternerende leerling, de onderneming en de referentiepersoon van de opleidingsoperator.

Artikel 10 : Einde van de overeenkomst

De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt :

1° na afloop van de duur die in de alternerende overeenkomst vastligt;

2° bij overlijden van de leerling of van de ondertekenaar van de alternerende overeenkomst die gemachtigd is om de aansprakelijkheid van de onderneming of van de mentor te stellen;

3° als de erkenning van de onderneming ingetrokken wordt;

Na overleg met de referentiepersoon eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding overeenkomstig artikel 1, § 4^{quinqüies} van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008, gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014 :

1° in geval van overmacht die de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

2° door de schriftelijke wil van één van de partijen mits een opzeggingstermijn van 7 dagen indien de alternerende leerling in proefperiode van 14 dagen is, buiten proefperiode;

3° in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van bedrijfsstatuut, tenzij de overeenkomst inzake alternerende opleiding door het overnemende bedrijf overgenomen wordt, indien het ook onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijk opleidingsovereenkomst erkend wordt en mits instemming van de leerling en van de referentiepersoon;

4° in geval van ernstige tekortkoming van de leerling of de onderneming; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de leerling, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

5° als geobjectiveerde argumenten willen bewijzen dat ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden. De opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegedeeld worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, op straffe van nietigverklaring.

6° als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding aan het einde van de zesde maand van de opschorting op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben.

Één van de partijen die de overeenkomst ondertekend heeft of beide partijen kunnen een reden tot verbreking van de alternerende overeenkomst bij de referentiepersoon van de opleidingsoperator aanvoeren en, in voorkomend geval, de andere partij ervan op de hoogte brengen.

Bij niet naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit het opleidingsplan en in de gevallen van verbreking bedoeld in het tweede lid, 2°, 3° en 5°, voorziet de referentiepersoon van de opleidingsoperator vooraf een bemiddelingsfase tussen de partijen indien ze nodig blijkt. Met de toestemming van de opleidingsoperator en de referentiepersoon kan de leerling zijn alternerende opleiding voor de resterende duur bij een ander bedrijf voltooien.

Opgemaakt in drie exemplaren [6] op te

Voor de onderneming,

Voor de leerling [7],

De verantwoordelijke

De leerling

BIJLAGE

Bij het contract gevoegd kaderopleidingsplan**De leerling**Voornaam en NAAM :
.....Woonplaats :
.....
.....

Telefoon : GSM : E-mail :

Begin van het contract : Einde van het contract :

De ondernemingBenaming :
.....Maatschappelijke zetel :
.....
.....Inrichtingseenheid waarin de opleiding in onderneming wordt gegeven :
.....**Mentor :**Voornaam en NAAM :
.....

Telefoon : E-mail :

De opleidingsoperatorNaam :
.....Zetel :
.....
.....Directeur/Coördinator :
.....

Telefoon : E-mail :

Referentiepersoon :Voornaam en NAAM :
.....Titel en functie :
.....

Telefoon : E-mail :

Lijst met de oorspronkelijke vaardigheden van de leerling :**Gehaalde titels, getuigschriften en diploma's :****Titels en getuigschriften die aan het einde van de opleiding worden beoogd :**

Onafhankelijk van de leerresultaten vermeld in de volgende roosters verbindt de opleidingsoperator zich ertoe de leerling te informeren en te sensibiliseren over de bepalingen van het alternerende contract dat hij ondertekent.

Evaluatiemodaliteiten :

In voorkomend geval, validatie van de volgende eenheid/eenheden van leerresultaten :

Eindevaluatie

Evaluatiemodaliteiten :

Opgemaakt in 3 exemplaren op te

Ondertekening en stempel van de opleidings-
of onderwijsverstrekker

Voor de onderneming,

Voor de leerling,

De verantwoordelijke

De leerling

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 en bij het desbetreffende opleidingsplan, zoals voorzien krachtens het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008 en gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

[1] Schrappen wat niet past

[2] Naar gelang van het paritair comité, de collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement van de onderneming.

[3] Indien de wet of de collectieve arbeidsovereenkomst van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert erin voorziet.

[4] Dat niveau kan na evaluatie van de vaardigheden van de leerling geactualiseerd worden

[5] Koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, [de dienstboden,] de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten

[6] Een exemplaar voor de onderneming, een exemplaar voor de leerling en een exemplaar voor de opleidingsoperator

[7] Met inachtneming van artikel 43 van de wet dat bepaalt dat de "minderjarige werknemer met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van zijn vader of zijn moeder of van zijn voogd rechtsbekwaam is een arbeidsovereenkomst te sluiten en te beëindigen. Bij ontstentenis van die machtiging kan de jeugdrechtbank die verlenen op verzoek van het openbaar ministerie of van een familielid. De vader, de moeder of de voogd worden vooraf gehoord of opgeroepen."